



CEIS

ENJEUX CAUCASIENS

Des alliances en recomposition

Bella Shakhnazaryan

Veilleur-Analyste
CEIS

Les notes  stratégiques

Policy Paper
Juin 2012

Les notes stratégiques



Les notes stratégiques
Policy Papers – Research Papers

ENJEUX CAUCASIEN

Des alliances en recomposition

Bella Shakhnazaryan

Veilleur-Analyste

Direction :

Bertrand Slaski

Consultant senior

Pôle Etudes et Solutions Stratégiques

CEIS

bslaski@ceis-strat.com



Structurée autour de quatre pôles de compétences, forte d'une centaine de consultants, la CEIS est l'un des leaders français du conseil en stratégie et de l'intelligence économique.

Veille, études, conseils, accompagnement stratégique : retrouvez nos offres et nos compétences sur www.ceis.eu

Les idées et opinions exprimées dans ce document n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement la position de la Société CEIS.

Enjeux caucasiens

Des alliances en recomposition

Depuis 1989, la question de l'avenir de la région autoproclamée du Haut-Karabagh détermine une bonne part des relations bilatérales entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Après un affrontement ouvert, puis une période de reconstruction post-conflit de leur économie nationale dans les années 1990, Erevan et Bakou semblent derechef s'être engagés dans une course aux armements. Le SIPRI note que les dépenses militaires des deux nations n'ont en effet cessé d'augmenter depuis leurs indépendances respectives en 1991. Les déclarations et postures belliqueuses débouchent graduellement sur une militarisation de plus en plus palpable de la région, non sans soutiens extérieurs¹.

Dans ce cadre général de crispation, la proximité géographique des deux Etats caucasiens avec l'Iran a provoqué un regain d'intérêt en leur faveur, et surtout une implication croissante des puissances régionales traditionnelles, la Russie et la Turquie. Un « nouvel » acteur, Israël, tente également d'y accroître son influence, au risque de compromettre éventuellement des équilibres locaux déjà fragiles. Outre l'énergie, le vecteur choisi par l'Etat hébreu est celui de la défense : à l'instar de Moscou et d'Ankara, Tel-Aviv est aujourd'hui impliqué dans le processus de réarmement de la zone².

Depuis ces derniers mois, le nœud géopolitique et énergétique qu'a toujours constitué le Caucase du Sud évolue autour d'un axe « Arménie-Russie-Iran » et d'un axe alternatif « Azerbaïdjan-Turquie-Israël » (malgré les tensions existant par ailleurs depuis quelques mois entre Ankara et Tel-Aviv sur d'autres sujets). Les experts de la zone s'accordent à penser l'opposition entre ces deux axes a des chances de s'exacerber dans l'avenir proche, engendrant des répliques telluriques qui pourraient largement dépasser l'espace caucasien au sens strict.

¹ <http://www.sipri.org/research/armaments/milex/resultoutput/trends>

² http://www.sipri.org/databases/embargoes/eu_arms_embargoes/azerbaijan/azerbaijan

Israël – Azerbaïdjan : une relation « étroite », aux deux sens du terme

Avigdor Lieberman, le ministre israélien des Affaires étrangères, s'est rendu récemment à Bakou pour y célébrer le 20^{ème} anniversaire de l'établissement des relations bilatérales de son pays avec l'Azerbaïdjan. Puis, quelques jours plus tard, comme en réponse à ce déplacement, Téhéran a accueilli Edward Nalbandyan, le ministre arménien des Affaires étrangères. Si ce chassé-croisé diplomatique est au premier regard peu révélateur tant ces visites entre Etats sont habituelles, il faut observer qu'une subtile différence de nature distingue les deux visites considérées. En effet, si les relations d'amitié affichées entre l'Iran et l'Arménie remontent à l'indépendance de cette dernière (1991), et sont en partie dues au blocus économique mis en place par la Turquie et l'Azerbaïdjan à l'encontre d'Erevan, l'alliance entre Tel-Aviv et Bakou est bien moins ancienne et surtout plus discrète d'ordinaire. Le Président azerbaïdjanais, Ilham Aliyev, n'a-t-il pas lui-même déclaré que la relation de son pays avec Israël est à comparer avec un iceberg dont les 9/10^{ème} seraient masqués par l'eau³ ?

A l'époque soviétique, l'Azerbaïdjan aurait abrité quelques 35 000 « juifs des montagnes » et ashkenazis dont la moitié aurait émigré ensuite en Israël après la chute de l'URSS. Israël a été parmi les premiers Etats à reconnaître l'indépendance de l'Azerbaïdjan en décembre 1991 – la Turquie étant le premier. L'approfondissement des relations économiques et culturelles entre Tel-Aviv et Bakou s'est développé parallèlement à la coopération dans le domaine militaire. Néanmoins, il aura fallu attendre les années 2000 pour voir les signes de cette dynamique bilatérale⁴ et les années 2010 pour qu'elle se traduise dans le domaine militaire. En 2009, le Président israélien Shimon Peres s'est rendu à Bakou à la tête d'une délégation de 60 hommes d'affaires. A l'issue de cette visite, le ministère azerbaïdjanais de l'Industrie de Défense et Aeronautics Defense Systems (ADS) ont signé un accord portant sur la mise en place d'une société commune (JV) pour la production de drones *Aerostar* et *Orbiter* sur le territoire azerbaïdjanais. Cette JV –

³ http://www.foreignpolicy.com/articles/2012/03/28/israel_s_secret_staging_ground?page=full

⁴ Une école juive Ohr Avner Chabad, occupant un espace de 4 200 m², a été inaugurée à Bakou courant 2003.

Azad Systems – aurait débuté sa production en 2011⁵. En 2010, Bakou a imposé un régime de visa obligatoire pour l'ensemble des pays du monde, exceptés pour les ressortissants turcs et israéliens lesquels ont la possibilité d'obtenir un visa à l'aéroport de Bakou à leur arrivée⁶. En 2011, l'Azerbaïdjan a conclu plusieurs contrats avec des entreprises israéliennes de défense (dont Rafael, Elbit Systems⁷ et Israel Aerospace Industries⁸). Cette même année, la balance commerciale entre les deux Etats se serait élevée à 4Md\$ faisant de l'Azerbaïdjan le premier partenaire commercial d'Israël dans l'espace post-soviétique comprenant la Russie⁹. Enfin, près de 30% du pétrole consommé en Israël proviendrait d'Azerbaïdjan via l'oléoduc BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan).

Bakou : observatoire privilégié de Tel-Aviv sur l'Iran et le monde turcophone

Un coin de voile supplémentaire sur la relation bilatérale d'Israël avec l'Azerbaïdjan a été levé lors de la visite d'A. Lieberman à Bakou en avril 2012. A cette occasion, un autre projet de coopération a émergé. Il avait jusqu'ici échappé à l'attention du grand public. Les deux Etats se sont entendus pour que la compagnie pétrolière SOCAR (State Oil Company of Azerbaijan Republic) via sa filiale CDC (Caspian Drilling Company) participe à hauteur de 5% au projet d'exploitation pétrolier offshore au large d'Israël (Med Ashdod). Dans les faits, des analystes envisagent que l'accord lié ait pu être signé dès automne 2011¹⁰ et qu'en échange, il aurait amené Tel-Aviv à consentir des réductions sur le prix de ses livraisons d'armes et d'équipements¹¹. Il faut observer que la SOCAR serait le plus important investisseur direct en Turquie¹², devançant le géant gazier russe Gazprom, lequel souhaite justement participer au projet de Med Ashdod. De ce point de vue, il apparaît que Tel-Aviv est intéressé par le renforcement de la position de Bakou sur la scène régionale, éventuellement afin d'y contrebalancer l'influence de l'Iran et de

⁵ <http://www.flightglobal.com/news/articles/azad-systems-starts-uav-production-354058/>

⁶ <http://vesti.az/news.php?id=58694>

⁷ Achat de missiles antichar *Spike SR* et *Spike LR* et de mortiers *Cardom* de 120mm. Source : <http://www.defpro.com/news/details/34567/>

⁸ Achat de missiles antinavire *Gabriel*, de 5 drones *Heron* et de 5 drones *Searcher*, d'un système de défense antiaérienne *Barak 8* et de 75 missiles, d'un radar EL/M-2080 *Green Pine*. Source :

http://en.rian.ru/military_news/20120327/172423044.html

⁹ <http://en.trend.az/news/politics/2017969.html>

¹⁰ <http://izrus.co.il/oligarhi/article/2012-04-20/17684.html>

¹¹ <http://www.eurasianet.org/node/65374>

¹² <http://en.trend.az/capital/energy/2010461.html>

conserver un observatoire privilégié dans une aire turcophone de 200 millions d'habitants, allant d'Istanbul à Oulan-Bator, sur laquelle la diplomatie « néo-ottomane » d'Ankara semble vouloir refonder un projet global prenant le relais d'espoirs européens déçus.

Ce dernier point n'est pas anodin. Les relations traditionnelles de la Turquie et de l'Azerbaïdjan, malgré une proximité linguistique et culturelle symbolisée par la formule « deux Etats – une nation », ont connu différentes périodes de tensions. L'un des épisodes révélateurs de ces différences de perception entre Ankara et Bakou prend place fin 2009. En automne de cette année là, avec la médiation de la Suisse, l'Arménie et la Turquie ont tenté un rapprochement qui devrait aboutir à l'ouverture de leur frontière commune¹³. A terme, ce geste devait entraîner la levée du blocus économique touchant l'Arménie et lui permettre d'intégrer les projets d'infrastructure énergétique de la région. Mais au regard des discussions d'Ankara et d'Erevan, Bakou a réagi en fonction de ses propres intérêts stratégiques. La question des protocoles arméno-turcs a alors été soulevée au Mili Mejlis, le parlement azerbaïdjanais¹⁴. Puis, Bakou a menacé de suspendre ses relations avec son partenaire turc et d'annuler les accords bilatéraux dans le domaine des hydrocarbures¹⁵. De fait, compte tenu des pertes et de la gêne potentielle, Ankara a fait marche arrière. La diplomatie turque a introduit des conditions supplémentaires aux protocoles en exigeant de l'Arménie des concessions dures sur le dossier du Haut-Karabagh : renoncer à soutenir les aspirations indépendantistes du Haut-Karabagh et envisager le retour de ce dernier sous la tutelle de l'Azerbaïdjan¹⁶.

Dans ce contexte particulier du développement des liens énergétiques et militaires entre Israël et l'Azerbaïdjan, l'une des dernières interviews accordées à Trend News Agency par A. Lieberman prend tout son sens. Le chef de la diplomatie israélienne y affirme que son pays respecte « l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et que la solution à n'importe quel conflit devait être trouvée via des négociations directes »¹⁷.

¹³ Il s'agit de la signature par les ministres des Affaires étrangères turc et arménien, respectivement Ahmed Davutoglu et Edward Nalbandyan, des protocoles arméno-turcs sur l'établissement des relations diplomatiques et le développement des relations bilatérales. Source : <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2009-10-09-Relations-turco-armeniennes>

¹⁴ <http://www.vestikavkaza.ru/news/politika/diplomatia/10108.html>

¹⁵ <http://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2012-01-26-turquie-armenie>

¹⁶ <http://www.regionplus.az/ru/articles/view/1408>

¹⁷ <http://pda.trend.az/en/2017969.html>

Dégradation relative de la relation bilatérale entre l'Iran et l'Azerbaïdjan. Au bénéfice d'Israël ?

Au regard du rapprochement entre Bakou et Tel-Aviv, les relations entre l'Iran et l'Azerbaïdjan, deux pays voisins musulmans et chiites, se sont rapidement détériorées au cours de ces derniers mois.

Début février 2012, Téhéran a convoqué l'ambassadeur azerbaïdjanais en Iran pour lui présenter une note dans laquelle Bakou était accusé d'avoir soutenu des groupes formés par Israël pour l'assassinat de scientifiques iraniens¹⁸. En réponse, mi-mars, les autorités azerbaïdjanaises ont procédé à l'arrestation de 22 de leurs ressortissants accusés d'espionnage au profit de l'Iran et de l'organisation des attaques terroristes ayant été perpétrées contre des entreprises et ambassades de pays occidentaux sur le territoire national¹⁹.

Fin mars 2012, révélant des éléments compliquant davantage les relations bilatérales entre Bakou et Téhéran, Foreign Policy a publié un article²⁰ avançant que des bases aériennes se trouvant sur le territoire azerbaïdjanais auraient été mises à la disposition des forces armées israéliennes. Ces sites militaires pourraient éventuellement être utilisés pour le ravitaillement des avions de combat israéliens en cas d'attaque contre l'Iran²¹.

Malgré les démentis répétés des autorités azerbaïdjanaises et israéliennes sur ce sujet, les médias continuent de livrer des précisions sur cette entente éventuelle. Ainsi, Bakou aurait notamment mis à la disposition de Tel-Aviv une base située au sud du pays, à la frontière nord avec l'Iran, dans la ville de Sitalçay. Celle-ci, se trouvant à 50 km de la capitale azerbaïdjanais et à 500 km de la frontière iranienne, aurait été récemment rénovée grâce à des financements israéliens. Elle accueillerait déjà des hélicoptères, des drones ainsi que des radars d'alerte avancée (500 km de portée) destinés à la détection de missiles balistiques²².

¹⁸ <http://fr.ria.ru/world/20120229/193551294.html>

¹⁹ <http://www.reuters.com/article/2012/03/14/azerbaijan-iran-arrests-idUSL5E8EE43820120314>

²⁰ http://www.foreignpolicy.com/articles/2012/03/28/israel_s_secret_staging_ground

²¹ Ibidem

²² <http://izrus.co.il/dvuhstoronka/article/2012-04-27/17745.html>

Malgré ces liens réels ou supposés, les motivations profondes et objectives de l'alliance entre Tel-Aviv et Bakou méritent d'être attentivement analysées. Un exemple : le contrat lié au projet d'exploitation pétrolière de Med Ashdod aurait été signé assorti d'une condition assez ambiguë : « *Au cas où des changements législatifs auraient lieu [...] lié à la lutte contre le programme nucléaire iranien [...], ayant des conséquences sur le contrat, les 5% de la société CDC pourraient être retirés par l'Etat d'Israël* »²³. En outre, des experts russes ont relevé²⁴ que selon les termes de l'accord portant sur la création de la JV Azad Systems, la partie azerbaïdjanaise n'aurait pas le droit de modifier les systèmes de drones israéliens achetés. Ce faisant et bien que comparaison ne soit pas raison, Tel-Aviv pourrait éventuellement choisir de les rendre inopérants ou de gêner leur emploi selon l'évolution de la situation régionale²⁵, tout comme cela a été fait avec la Turquie après l'incident de la « flottille de la paix » de Gaza. Il n'est donc pas exclu qu'il subsiste certaines arrière-pensées dans la manière dont les deux Etats pensent leur coopération.

Devant cette multiplication de gestes et d'informations publiées amenant à s'interroger sur les fondamentaux réels de la relation entretenue par l'Azerbaïdjan et Israël, Téhéran a émis des protestations auprès de son voisin. En réponse, Bakou a affirmé que les armes israéliennes acquises ne le visaient pas et qu'elles venaient a contrario renforcer le dispositif national dans la région du Haut-Karabagh. Ce qui reviendrait éventuellement à sous-entendre que ces armes seraient tournées vers l'Arménie, le partenaire et verrou local clef de la Russie...

Arménie : Moscou renforce son parrainage stratégique

Alliée de la Russie et membre dynamique de l'Organisation du Traité de Sécurité collective (OTSC), tout comme la Biélorussie et le Kazakhstan, l'Arménie abrite depuis 1995 une importante présence militaire russe sur son territoire avec la base N°102. Se trouvant à proximité de la frontière avec la Turquie, à Gumri, ce site

²³ <http://izrus.co.il/oligarhi/article/2012-04-20/17684.html>

²⁴ http://vpk.name/news/68598_izrail_stanovitsya_osnovnyim_postavshikom_oruzhiya_azerbaidzhanu.html

²⁵ Pour rester dans le domaine des drones, des observateurs notent avec surprise l'achat de drones MALE (Moyenne Altitude Longue Endurance) par l'Azerbaïdjan au regard des caractéristiques de ces systèmes. En effet, les potentielles missions ISR à réaliser au dessus du Haut-Karabagh pourraient être réalisées avec de « simples » drones tactiques et non des *Heron 1* ou des *Searcher 2*. Source : <http://www.flightglobal.com/news/articles/iai-offers-to-sell-heron-searcher-uavs-to-azerbaijan-355665/>

fait partie du District militaire du Sud de la Fédération Russie. Il accueille notamment des systèmes de défense antiaérienne S300 et des avions de combat MiG-29. Près de 5 000 hommes y seraient présents²⁶.

En 2010, en marge de la visite du Président russe Dimitri Medvedev en Arménie, Moscou et Erevan ont signé un protocole visant à prolonger la location de cette base jusqu'en 2044. Ce renouvellement anticipé de l'accord initial a constitué un symbole fort de l'entente russo-arménienne sur les enjeux sécuritaires régionaux. Il faut en effet rappeler que selon les termes de l'accord original, toute menace extérieure à la sécurité de l'Arménie sera considérée comme une menace directe contre la Russie.

Ainsi, tenant compte de la proximité de l'Arménie avec l'Iran, et surtout des bruits de bottes dans la région, Moscou a limité les possibilités d'attaque contre l'Iran depuis le Caucase du Sud, ou, du moins, s'est donné la possibilité d'y jouer un rôle majeur sous prétexte d'y aider son seul allié local. Ce dernier pourrait – par exemple – être déstabilisé par un afflux de réfugiés depuis le nord de l'Iran.

Plus récemment encore, début avril 2012, le ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov s'est rendu en Arménie puis en Azerbaïdjan. Avec son homologue arménien, Edward Nalbandyan, il s'est opposé fermement à une éventuelle action militaire contre l'Iran²⁷, en affirmant que toute la région serait concernée si une offensive venait à être menée contre ce pays. Autrement dit, la Russie ne resterait pas sans réagir si des forces étrangères venaient à frapper l'Iran. Les effets collatéraux d'un tel enchaînement – hypothétique – auraient des conséquences non nulles sur les relations entre Israël et l'Azerbaïdjan – qui demeure malgré tout attentif à ne pas froisser Moscou au-delà d'une certaine limite...

Il faut justement rappeler ici que le rapprochement de l'Azerbaïdjan avec Israël se déroule aussi sur fond de négociations entre Bakou et Moscou au sujet du prolongement de la location du site de Gabala (Azerbaïdjan) accueillant un radar russe d'alerte avancée (type *Darya*). Or, malgré les nombreuses visites des ministres russes à Bakou et celles de leurs homologues azerbaïdjanais à Moscou,

²⁶ <http://inosmi.ru/caucasus/20100820/162308482.html>

²⁷ <http://www.azatutyun.am/content/article/24535396.html>

les négociations semblent se trouver aujourd'hui dans une impasse, particulièrement suite à l'augmentation du prix de 7M\$ à 300M\$ annuels demandé par Bakou pour ce bail.

Pour soutenir son allié, dans une interview accordée début avril 2012 au quotidien Kommersant²⁸, le Premier ministre arménien, Tigrane Sarkisyan, a évoqué la possibilité d'un déploiement d'un nouveau radar russe d'alerte avancée sur le territoire arménien. Le système présent en Azerbaïdjan pourrait en effet être dépassé compte tenu de son âge et de ses performances. Ces propos du Premier ministre ont été tenus en réponse à la question d'un journaliste portant sur la possibilité d'accueillir un tel système si les négociations russo-azerbaïdjanaises pour Gabala venaient à échouer après décembre 2012, marquant la fin de l'accord en cours²⁹.

Dans ce contexte de tensions croissantes, les forces armées arméniennes et azerbaïdjanaises, qui se sont toujours préparées à toute éventualité, insistent auprès de leurs gouvernements respectifs sur la nécessité de disposer à la fois d'hommes bien formés mais aussi d'équipements performants. Ce dernier point est important, compte tenu de leur volonté d'acquérir davantage d'autonomie dans la conception et le maintien en condition opérationnelle de leurs systèmes d'armes.

En février 2012, deux experts, l'un arménien et l'autre azerbaïdjanais, ont précisément accepté de livrer à CEIS leur point de vue sur le potentiel de leur complexe militaro-industriel national respectif. Leur analyse croisée, reposant sur le commentaire de sources ouvertes, forme le contenu des entretiens reproduits en annexe de la présente note.

²⁸ <http://www.kommersant.ru/doc/1907602>

²⁹ <http://svpressa.ru/politic/article/54189/>

Sergey MINASYAN³⁰, politologue, Caucasus Institut, Erevan, février 2012.

CEIS : Depuis le cessez-le-feu signé en 1994, les budgets de Défense de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan n'ont cessé de croître. Cet effort est certainement la marque du prix à payer pour la formation d'une armée nationale après l'effondrement de l'Union soviétique. Toutefois, pourriez-vous préciser dans quelles directions les investissements ont-ils été faits en particulier : la formation des militaires, l'acquisition d'armements, le développement de l'industrie nationale, etc. ?

Sergey Minasyan : Des investissements financiers ont été effectivement réalisés dans tous les secteurs que vous avez énumérés. Toutefois, ils ont été plus conséquents dans le développement de l'infrastructure militaire (bases, entrepôts, routes, etc.), le renforcement de la ligne de front à la frontière avec l'Azerbaïdjan et la formation des militaires (professionnalisme). De même, des moyens considérables ont été alloués par l'Arménie au Haut-Karabagh, sous la forme de crédits, pour la construction d'une ligne de défense fortifiée et durable le long de la ligne de contact entre les forces armées du Haut Karabakh et de l'Azerbaïdjan.

CEIS : Pour ce qui est de la production des armes, comment et en fonction de quels facteurs le pays décide de produire ou d'exporter telle ou telle arme ? Par exemple, lors du défilé militaire qui a eu lieu en automne dernier (2011), l'Arménie a présenté un prototype de drone indigène, le *Krunk*. Quels sont les secteurs (aéronautique, naval, terrestre, etc.) et les technologies (communication, motorisation, blindage...) prioritaires pour l'Arménie ?

S. Minasyan : Pendant l'époque soviétique, l'Arménie a accueilli de nombreux sites de production et d'assemblage de composants. Ces sites étaient naturellement intégrés au complexe militaro-industriel plus global de l'URSS, particulièrement dans les domaines de l'électronique et de la communication (radio). Le pays réalisait également des pièces détachées (mécanique).

³⁰ <http://www.c-i.am/?p=1195>

Après l'indépendance, en 1991, une partie de ces sites et des entreprises a été transformée pour répondre aux besoins urgents de l'armée nationale et contribuer au soutien des équipements et systèmes en service. Depuis, dans certains secteurs, l'Arménie est parvenue à des succès considérables. Citons effectivement la production locale de drones *Krunk-25*. Dans ce domaine aéronautique précis, d'autres projets sont d'ailleurs engagés.

Traditionnellement, le CMI arménien se distingue dans les systèmes de gestion automatisée et de communication (C2), la réparation des véhicules blindés, la production de différents types de munitions, les systèmes de défense antiaérienne et les technologies liées aux radars. Par exemple, le système automatisé de gestion de la défense aérospatiale et d'alerte antimissile de l'ex-URSS a été conçu et produit par des entreprises arméniennes.

Celles-ci poursuivent aujourd'hui leurs travaux tout en s'adaptant aux besoins des forces armées nationales. L'année dernière (2011), il a été annoncé qu'elles avaient réalisé une modernisation profonde des fusées des missiles balistiques tactiques *R17* (classification OTAN *Scud-B*). Les modifications apportées ont permis d'augmenter la précision des tirs avec une portée maximale de 300 km et d'augmenter la survivabilité au regard des systèmes de défense antimissile modernes.

CEIS : Quelles sont les perspectives de l'export de la production nationale à l'étranger ? Y a-t-il une politique commerciale en ce sens ?

S. Minasyan : Concernant l'exportation d'armements et d'équipements militaires, compte tenu du non-règlement du conflit du Haut-Karabagh, les capacités du CMI arménien visent avant tout à satisfaire les besoins des forces armées nationales.

Toutefois, plusieurs entreprises, en coopération avec leurs homologues russes, effectuent la réparation d'un certain nombre de systèmes d'armements fournis à des pays tiers, surtout dans le domaine des systèmes de défense antiaérienne.

En outre, d'une manière générale, une coopération étroite se poursuit avec les entreprises russes. Une partie des acteurs du CMI arménien leur fournit des composants et des pièces – notamment utilisés pour la production des S-300. C'est pourquoi une grande partie de l'export militaire arménien est dirigée vers la Russie.

CEIS : Quelle est votre appréciation du développement de l'OTSC (ODKB) et de son rôle dans le domaine de la coopération militaro-technique ? Qu'il s'agisse d'assurer la remise en état opérationnel des équipements hérités de l'époque soviétique ou d'achats d'armes dans l'avenir.

S. Minasyan : L'OTSC (ODKB) est un vecteur important du développement des forces armées et du CMI arménien puisque dans ce cadre et dans celui des relations bilatérales avec la Russie (coopération militaro-technique), l'Arménie bénéficie notamment de tarifs préférentiels.

Cet aspect représente un soutien considérable pour maintenir la parité dans la région dans la course aux armements initiée par l'Azerbaïdjan. Les dons et les livraisons à prix « réduits » d'armes de la part de la Russie permettent de compenser le déséquilibre dans les capacités militaires. Il faut rappeler en effet que l'Azerbaïdjan dépense pour l'équipement de ses forces armées une grande partie de ses milliards issus de la vente des hydrocarbures provenant de la mer Caspienne.

Enfin, selon le protocole N°5 de l'Accord portant sur la présence des bases militaires russes sur le territoire arménien (2010), la Russie s'est engagée à moderniser et rééquiper avec des armes et équipements performants l'armée arménienne. Pour cette raison précise, en ce moment même, des centres conjoints de réparation et de services dédiés aux armes soviétiques et russes sont formés en Arménie.

CEIS : Comment évaluez-vous l'importance de la coopération avec les pays non membres de l'OTSC et de GUAM, c'est-à-dire en dehors de l'espace postsoviétique, dans le processus d'équipement des forces armées arméniennes ? Quel sont les secteurs (aéronautique, naval, terrestre, etc.) et les technologies (communication, motorisation, blindage..) prioritaires ?

S. Minasyan : Les principaux partenaires de l'Arménie se trouvant en dehors de l'ancien espace soviétique sont les Etats-Unis, la Chine et les pays d'Europe de l'Est. A la fin des années 90, la Chine a notamment livré à l'Arménie des LRM (lance-roquettes multiples) WM-80. Ces derniers ont été récemment modernisés avec l'aide de spécialistes chinois. Ces travaux ont permis d'augmenter leur précision et la portée des tirs (plus de 120 km). Les Etats-Unis ont fourni aux forces arméniennes des systèmes de communication modernes. La Moldavie a livré des LRM *Uragan* alors que la Serbie et la Bosnie-Herzégovine ont livré des munitions, des mortiers et des fusils de précision (*sniping*).

Naturellement, l'Arménie coopère également dans le domaine militaire avec d'autres pays.

CEIS : Comment évaluez-vous l'importance de la coopération avec les pays hors CEI pour le développement du CMI national ? Comment est perçu, dans ce cadre, le savoir-faire et la production française ?

S. Minasyan : A ma connaissance, la coopération militaire entre la France et l'Arménie n'est pas solidement établie. Toutefois, des perspectives existent compte tenu du potentiel du CMI de la France, qui est l'un des premiers exportateurs d'armes au monde, et des relations d'amitié traditionnelles entre Paris et Erevan.

Rauf MIRGADYROV, expert politique, quotidien Zerkalo, Bakou, février 2012.

CEIS : Depuis le cessez-le-feu signé en 1994, les budgets de Défense de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan n'ont cessé de croître. Cet effort est certainement la marque du prix à payer pour la formation d'une armée nationale après l'effondrement de l'Union soviétique. Toutefois, pourriez-vous préciser dans quelles directions les investissements ont-ils été faits en particulier : la formation des militaires, l'acquisition d'armements, le développement de l'industrie nationale, etc. ?

R. Mirgadyrov : Pour répondre à cette question, il faut d'abord délimiter les étapes de la formation de l'armée azerbaïdjanaise et de son CMI. Ce processus peut être décomposé en deux temps.

Le premier comprend la période entre 1992 et 2005. Pendant ces années, c'est-à-dire avant les rentrées d'argent liées à la vente des hydrocarbures, les ressources financières de l'Azerbaïdjan étaient très limitées.

D'ailleurs, sur ce point, on peut s'interroger sur les déclarations d'experts affirmant que pendant cette période le pays allouait annuellement pour ses dépenses de défense environ 300M\$. En effet, pendant les premières années de l'indépendance de l'Azerbaïdjan, le budget de l'Etat dans sa totalité était inférieur à cette même somme. En outre, toujours à cette époque, il n'était pas encore possible de parler d'un CMI national. En réalité, les dépenses pour la Défense ont commencé à progresser lentement à partir de 1998 et elles ont atteint la somme de 300M\$ vers 2003.

Concernant plus spécifiquement le CMI azerbaïdjanais, sa formation a été compliquée pour deux raisons principales. D'une part, par l'absence de ressources financières et d'autre part, par le fait que les entreprises héritées de l'époque soviétique ne produisaient pas de produits « finis » (comme, par exemple, en Ukraine et en Biélorussie) mais seulement des pièces détachées pour tel ou tel équipement. Par ailleurs, suite à la détérioration de la relation bilatérale avec la Russie au

lendemain de la chute de l'URSS et à la fermeture de la frontière avec la Géorgie, sous prétexte du conflit tchéchène, la production des entreprises azerbaidjanaises n'a plus trouvé de débouché.

Avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, les deux parties, russe et azerbaidjanaise, ont essayé d'établir une coopération dans le secteur de la défense. Par exemple, un accord a été signé selon lequel l'Azerbaïdjan ne pouvait pas détourner de leur production initiale les entreprises du CMI héritées de l'époque soviétique sans l'accord de la Russie. Toutefois, dans les faits, cet accord n'avait que peu de sens puisque les moyens de production de ces entreprises avaient déjà considérablement vieilli ou avaient été dérobés.

Pour revenir sur un autre point de votre question, la formation, oui, certaines mesures ont été effectivement réalisées dans ce secteur. Mais les investissements n'ont pas été massifs, l'Azerbaïdjan disposait déjà d'écoles militaires³¹ héritées de l'époque soviétique. Et surtout, la Turquie a pris en charge la formation de cadres militaires supérieurs au sein de ses propres institutions.

Ainsi, il faut reconnaître que sur cette première période (1992 – 2005), en Arménie comme en Azerbaïdjan, il n'est pas possible de parler de l'existence d'un CMI véritable. Les moyens industriels existants ont été dédiés à la création des forces armées de ces deux Etats. Toutefois, il faut noter que pendant cette même période, l'Arménie se trouvait dans une situation plus favorable au regard de ses bonnes relations avec la Russie.

Puis, la situation a complètement changé après 2005 grâce aux importants revenus financiers issus de l'exportation du pétrole. C'est la deuxième étape de la construction du CMI et des forces armées de l'Azerbaïdjan.

Les dépenses militaires nationales ont alors augmenté annuellement et aujourd'hui, elles sont 10 fois plus importantes qu'en 2003. Il faut noter qu'en termes de pourcentage du PIB les dépenses du pays ne sont pas plus importantes que celles

³¹ Heydar Aliyev High Military School, Azerbaijan high military Aviation School, [Azerbaijan State Marine Academy](http://www2.ohchr.org/english/bodies/crc/docs/CRC.C.OPAC.AZE.Q.I.Add.1_en.pdf)
(Source: http://www2.ohchr.org/english/bodies/crc/docs/CRC.C.OPAC.AZE.Q.I.Add.1_en.pdf)

de l'Arménie. Cependant, en terme monétaire, elles sont effectivement supérieures à l'ensemble du budget de l'Etat arménien.

Enfin, ceci étant dit, il faut préciser que les 300M\$ cités par la presse et les experts ne prennent pas en compte les moyens déployés par le ministère azerbaïdjanais des Affaires intérieures pour ses troupes. Au cours des quatre dernières années, l'Azerbaïdjan aurait dépensé près de 8Md\$ pour ses dépenses militaires. Enfin, ce n'est pas un hasard si le ministère de l'Industrie de défense a été créé le 16 décembre 2005.

CEIS : Pour ce qui est de la production des armes, comment et en fonction de quels facteurs le pays décide de produire ou d'exporter telle ou telle arme ? Par exemple, l'Azerbaïdjan produit différents types d'armes individuelles et des drones en coopération avec Israël. Quel sont les secteurs (aéronautique, naval, terrestre, etc.) et les technologies (communication, motorisation, blindage..) prioritaires pour l'Azerbaïdjan?

R. Mirgadyrov : Pour définir la stratégie industrielle retenue, il faut tenir compte de deux facteurs.

Premièrement, une situation politico-militaire difficile dans la région. Il s'agit notamment de l'état de guerre de l'Azerbaïdjan avec l'Arménie et de l'occupation des 16% du territoire national. Deuxièmement, le pays a des relations assez compliquées avec son voisin du Sud, l'Iran et son voisin du Nord, la Russie.

Ainsi, pour définir les priorités dans ce secteur, il faut d'abord regarder la structure organisationnelle des forces armées. Elle fait en effet écho au besoin capacitaire national au regard de sa perception de la menace.

En 2010, la Défense comptait 66 940 personnels dont 56 840 pour l'armée de terre, 2 200 pour la marine et 7 900 pour l'armée de l'air. On note donc l'importance des forces terrestres pour le pays et c'est dans ce domaine que l'accent est mis³².

³² Selon le CAST, la Russie a livré en 2011 à l'Azerbaïdjan 15 hélicoptères Mi-8 et Mi-17 et 4 Mi-35. En 2012, dans le cadre de contrats précédents, le pays recevra 20 hélicoptères Mi-17 V5 et pas moins de 12 Mi-35M. En outre, à partir de 2011, la

Concernant la production du CMI azerbaidjanais, on peut citer les mortiers HE de 120 mm, des fusils de précision IST *Istiglal* 14.5, des véhicules blindés *Matador*, *Marauder*, des obus et des munitions pour chars, des canons d'artillerie de 85 mm à 152 mm, des bombes d'aviation de 50, 100, 250 et 500 kg et enfin des drones.

Au regard de cette production, on peut en déduire logiquement que l'accent est mis sur l'équipement des forces terrestres, de l'armée de l'air et de la défense antiaérienne. La capacité du pays à produire de manière autonome ses munitions est mise en avant pour être indépendant en cas de guerre. Sur ce dernier point, et selon certains membres du gouvernement de l'époque, l'absence de réserves en munition est parfois avancée comme l'une des raisons de la signature du cessez-le-feu de mai 1994.

A première vue, l'Azerbaïdjan devrait donc disposer d'une supériorité importante en quantité d'armes et d'équipements militaires [sur son voisin arménien]. Mais les choses ne sont pas aussi simples que cela. Il faut tenir compte du fait que l'Azerbaïdjan achète des armes aux prix du marché mondial, y compris à la Russie comptant pour 55% des importations militaires du pays.

A titre de comparaison, l'Arménie achète presque 100% de ses armes auprès de la Russie. Mais le mot « acheter » n'est pas véritablement adapté puisque les équipements militaires et armes sont en partie offerts ou acquis à des prix préférentiels.

Ensuite, il faut rappeler que la Russie a des obligations auprès de l'Arménie dans le cadre de l'OTSC (ODKB) mais aussi des relations bilatérales entretenues par Moscou et Erevan. On peut mentionner l'accord concernant la location de la base militaire de Gumri. Dans ce cadre, la Russie s'engage non seulement à être le garant de la sécurité de l'Arménie mais aussi à équiper d'armes modernes l'armée arménienne.

Russie a commencé à livrer des missiles S-300. Enfin, cette année, selon la presse, l'Azerbaïdjan pourrait acheter des chars T-90S produits par UralVagonZavod (UVZ).

L'Azerbaïdjan doit donc tenir compte de ces facteurs. Précisons que pour sa part, l'Azerbaïdjan ne fait partie d'aucune union politico-militaire. Enfin, il faut aussi tenir compte du facteur du Haut-Karabagh, qui en somme, représente un « trou noir ». C'est-à-dire que la quantité d'armes et d'équipements militaires installés par l'Arménie sur ce territoire occupé reste en dehors de tout contrôle international.

CEIS : Quelles sont les perspectives de l'export de la production nationale à l'étranger ? Y a-t-il une politique commerciale en ce sens ?

R. Mirgadyrov : En 2011, selon les déclarations du ministre de l'Industrie de défense, Yaver Jamalov, l'Azerbaïdjan a exporté des équipements militaires et des armements pour un montant total de 18M\$. A titre de comparaison, ce chiffre s'est élevé à 13M\$ en 2010. Dans l'avenir, une augmentation du volume des exportations de matériels de défense est envisagée. Depuis 2009, notre pays participe d'ailleurs aux différents salons d'armement internationaux pour se faire connaître. Pour l'instant, l'Azerbaïdjan livre des obus à la Turquie et à la Géorgie. Mais bientôt, l'Azerbaïdjan pourra exporter sa production nationale vers d'autres pays.

CEIS : Quelle est votre appréciation du développement de GUAM et de son rôle dans le domaine de la coopération militaro-technique ? Qu'il s'agisse d'assurer la remise en état opérationnel des équipements hérités de l'époque soviétique ou d'achats d'armes dans l'avenir.

R. Mirgadyrov : Selon le Registre dédié de l'ONU portant sur les transferts d'équipements militaires et d'armes, l'Azerbaïdjan achète des chars, des avions de combat et des hélicoptères auprès de 4 pays dont l'Ukraine, la Russie, la Biélorussie et la Géorgie. En outre, l'Azerbaïdjan utilise le format de l'organisation GUAM pour la prévenir les livraisons d'armes à l'Arménie. Par exemple, récemment, la Moldavie a connu un scandale lié à la livraison d'armes au profit des forces arméniennes. Chisinau a du se justifier devant Bakou à ce sujet.

CEIS : Comment évaluez-vous l'importance de la coopération avec les pays non membres de l'OTSC et de GUAM, c'est-à-dire en dehors de l'espace postsoviétique,

dans le processus d'équipement des forces armées de l'Azerbaïdjan ? Quel sont les secteurs (aéronautique, naval, terrestre, etc.) et les technologies (communication, motorisation, blindage..) prioritaires ?

R. Mirgadyrov : Comme je l'ai mentionné auparavant, plus de 50% du volume des importations militaires du pays vient de la Russie pour l'instant. Pourtant, l'intérêt du CMI russe pour le marché azerbaïdjanais est récent. Des accords de livraisons des systèmes de missiles, des avions, des hélicoptères et des chars ont été signés durant les deux dernières années. Cet intérêt peut s'expliquer par une prise de conscience par Moscou d'une éventuelle perte du marché azerbaïdjanais, capable de payer, à la différence de l'Arménie. Après l'apparition des ressources financières importantes, les tentatives de limiter les capacités d'achat d'armes de Bakou par la Russie n'ont plus aucun sens. L'Azerbaïdjan a commencé à se procurer des armes auprès de pays qui ne sont ni membres de l'OTSC ni de l'OTAN, comme par exemple, Israël, l'Afrique du Sud, la Chine, l'Inde et le Pakistan. Evidemment, la Turquie demeure l'un des fournisseurs d'armes traditionnels de Bakou (des systèmes de missiles, des véhicules blindés, des systèmes de défense antiaérienne, etc.). Enfin, on peut rappeler ici l'accord récent avec Israël pour l'achat d'armes (1,6Md\$).

CEIS : Comment évaluez-vous l'importance de la coopération avec les pays hors CEI pour le développement du CMI national ? Comment est perçu, dans ce cadre, le savoir-faire et la production française ?

R. Mirgadyrov : Le ministre de l'Industrie de Défense a annoncé la mise en place de plusieurs entreprises en 2012. Il s'agirait des sites de production de barytine, de trinitrotoluène, d'hexogène mais aussi d'entreprises chargées de produire des missiles et des obus d'artillerie de divers calibres ainsi que de sites d'assemblage de systèmes de missiles antichars. Toujours, selon ce ministre, Yaver Jamalov, depuis 2006 l'Azerbaïdjan a construit 42 entreprises de production d'armes et d'équipements militaires alors que le ministère de l'Industrie de Défense coopère avec plus de 60 entreprises dans le monde. A titre d'exemple, Israël et l'Azerbaïdjan ont créé une Joint-venture (JV) de production de drones israéliens sur le territoire azerbaïdjanais, Azad Systems. Suite à la commande du ministère de l'Industrie de la

Défense, la JV devrait construire avant la fin de 2012 près de 60 drones *Aerostar* et *Orbiter-2M*.

Par ailleurs, Elbit Systems coopère avec l'Azerbaïdjan pour le développement de satellites. Elbit a annoncé la création prochaine du satellite *TecSAR*. Une coopération pour la production conjointe de véhicules blindés est également discutée. Un pays comme Israël qui dispose de technologies modernes mais qui n'a pas assez de ressources financières est forcément intéressé par la création de JV en Azerbaïdjan. Dans le cas d'Azad Systems, les dépenses financières ont été prises en charges par la partie azerbaïdjanaise. Avec l'entreprise sud-africaine Paramount Group, Bakou produit les véhicules *Matador* et *Marauder*.

Ainsi, théoriquement, il n'y a aucune barrière pour la création d'entreprises conjointes avec la participation d'entreprises françaises en Azerbaïdjan. De manière générale, la création des entreprises de défense dans la région du Caucase du Sud pourrait être à la fois rentable financièrement mais aussi avantageuse du point de vue géopolitique. Il faut noter aussi que les pays de la région disposent d'un potentiel scientifique, technique et d'une infrastructure de transport intéressants. En outre, ils se trouvent à proximité d'éventuels futurs marchés, notamment les pays postsoviétiques de l'Asie, comme le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan. Dans l'avenir, il pourrait s'agir aussi du marché iranien.

Enfin, l'Azerbaïdjan s'intéresse effectivement à la production du CMI français. Cependant, il existe toujours des facteurs gênants la coopération. L'absence d'une délimitation nette des zones d'influence dans la région est l'un d'entre eux. A mon avis, les puissances européennes, y compris la France, ne sont pas prêtes à coopérer dans le secteur militaire afin de ne pas irriter la Russie. Dans tous les cas, aucun pays de la région du Caucase du Sud ne pourra développer un CMI solide avant le règlement des problèmes mentionnés ci-dessus.



les notes stratégiques

Déjà parus :

L'assistance militaire à des armées étrangères, l'avenir de l'action indirecte

Military and Security Assistance for foreign partners: the future of indirect action

La sauvegarde de la BITD italienne : quel rôle pour les districts aérospatiaux ?

A paraître prochainement :

Politique et numérique, la question de la légitimité

Compagnie Européenne d'Intelligence Stratégique (CEIS)
Société Anonyme au capital de 150 510 € - SIRET : 414 881 821 00022 – APE :
741 G
280 boulevard Saint Germain – 75007 Paris - Tél. : 01 45 55 00 20 – Fax : 01
45 55 00 60
Septembre 2010 – Tous droits réservés

Les notes stratégiques